

- Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail -

Monsieur le Président,

la feuille de route du gouvernement, libéralement inspirée du coûteux rapport sous-documenté "CAP 2022" prend corps à travers le budget 2019 et ceux qui suivront en 2020, 2021 et 2022.

Déjà, les orientations prises par nos Ministres font se lever de nouveaux orages dans le ciel de la DGFIP :

- accélération des suppressions d'emplois,
- abandon et privatisation de missions,
- démantèlement de services,
- maintien périlleux du prélèvement à la source (PAS),
- suppression progressive de la taxe d'habitation,
- fin du numéraire à nos guichets en juillet 2020,
- super-agence de recouvrement et 100% de démarches numériques en 2022...

Dès 2019, 2130 emplois seront supprimés à la DGFIP, ce qui représente près de la moitié des suppressions de postes dans la Fonction Publique d'Etat.

Dans ces conditions, comment voulez-vous que les conditions de travail des agents de la DGFIP puissent s'améliorer ? La détérioration continue, elle s'accélère et elle atteint aujourd'hui des sommets.

En outre, la charge mentale qui pèse sur les agents génère des relations de travail tendues, jusqu'à provoquer des pathologies physiques et psychiques. Tout cela prépare entre nos murs un syndrome "France Telecom", que la DGFIP redoute à juste titre et qu'elle croit éviter en finançant à grands frais des **cellules d'écoute psychologiques**, y compris pour ses cadres.

Jamais à court de fausses bonnes idées, la DGFIP avait aussi élaboré une "**charte des bonnes relations de travail**", prônant 3 valeurs : respect, considération, et engagement. Pour notre syndicat, quand la DGFIP traite ses personnels comme des numéros, quand elle change les règles du jeu en cours de route (règles de gestion, nombre de présentations aux concours) ou qu'elle industrialise le processus des restructurations, on est très loin de ces valeurs qui sont exigées des personnels dans ce gadget indécent. C'est pourquoi **FO** a obtenu le retrait de cette charte, véritable provocation infantilisante, lors du [Conseil National sur les Conditions de Vie au Travail](#) le 2 octobre dernier.

M. le Président, pour votre premier CHS-CT à la DDFiP de l'Oise, vous voilà donc en train d'appliquer l'interminable liste des projets désastreux laissés en héritage funeste par votre prédécesseur : fermeture de Sérifontaine, fermeture de Chambly, fermeture d'Estrées-St-Denis, fermeture du Pôle CE de Creil, fermeture de la Brigade de Vérification de Creil, fermeture du SIE de Méru, poursuite de la concentration hospitalière aux dépens de Breteuil et de Grandvilliers, concentration du CSP exercé par les SIP au PCR de Senlis. Mais ce n'est pas tout, il faut encore y ajouter les restructurations "imposées" par la DG, comme le transfert de la paye à Arras, le transfert des Recettes Non Fiscales dans le Nord, et, **depuis quelques jours**, la fermeture du **SPF de Clermont** et la fermeture du **SPF de Compiègne** !

C'est TROP et c'est TROP TARD !!!

FO FINANCES vous demande de suspendre ces opérations de dernière minute.

Comme si ça ne suffisait pas encore, des gros travaux sont prévus pour regrouper les collègues du SIP de Beauvais côté "assiette", à un moment où il leur manque 15 agents et où vous allez affecter en catastrophe 7 EDR. Pourquoi cette installation regroupée n'a-t-elle pas été faite au moment où l'assiette est descendue à la place du SIE, comme le souhaitent à l'époque les collègues concernés ?

FO FINANCES en fait aujourd'hui l'amer constat : les services de la DDFiP de l'Oise sont dans un état désastreux, les personnels sont légitimement inquiets, vos équipes sont à saturation, et le pire reste à venir.

Encore une fois, **FO FINANCES Oise** dénonce une avalanche de projets destructeurs, impactant très négativement les conditions de travail et l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée, non seulement des agents des services fermés ou transférés, mais aussi des collègues des services dits "absorbants", et pour les services déménagés à titre de dommage collatéral.

Les représentants **FO FINANCES Oise** réaffirment aujourd'hui, à nouveau, que la seule politique de prévention qui vaille est l'arrêt des suppressions d'emplois et des restructurations.

ORDINATEUR - TABLETTE - SMARTPHONE
VOTEZ ET FAITES VOTER



POUR DÉFENDRE MES DROITS

